de faire rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors de sa trente-troisième session et, par la suite, tous les deux ans;

9. *Demande* à tous les pays, en particulier aux pays développés, ainsi qu'aux institutions financières multilatérales et aux donateurs non gouvernementaux, de fournir une assistance accrue aux pays gravement touchés par la désertification, en vue spécialement du financement de leurs programmes sous-régionaux et régionaux et des projets élaborés dans le cadre d'accords de consortium appropriés, comme ceux qui intéressent la ceinture verte du Sahel, et prie instamment les pays en développement de donner la priorité qui s'impose aux problèmes de la désertification dans leurs demandes d'assistance au développement;

10. *Autorise* le Directeur exécutif à constituer immédiatement un groupe consultatif, qui se réunirait selon les besoins, composé de représentants des organisations mentionnées au paragraphe 7 ci-dessus, des autres organisations dont la participation pourrait être nécessaire, des pays donateurs, des institutions financières multilatérales, ainsi que des pays en développement pour lesquels la lutte contre la désertification présente un intérêt substantiel, en vue d'aider à mobiliser les ressources nécessaires aux activités entreprises dans le cadre de l'exécution du Plan d'action;

11. *Approuve* en principe la création, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'un compte spécial pour l'exécution du Plan d'action;

12. *Prie* le Secrétaire général de rédiger une étude sur l'établissement et le fonctionnement d'un tel compte et de la présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil d'administration et du Conseil économique et social;

13. *Invite* le Conseil d'administration à faire établir, par un petit groupe d'éminents spécialistes du financement international des projets et programmes, une étude des mesures et moyens additionnels de financement aux fins de l'exécution du Plan d'action, et à présenter un rapport final sur la question des mesures additionnelles de financement à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

14. *Prie* le Secrétaire général de prendre contact avec les Etats Membres et les organisations et organismes compétents des Nations Unies, ainsi qu'avec les institutions scientifiques travaillant dans ce domaine en dehors du cadre des Nations Unies, en vue d'avancer les recherches scientifiques sur la désertification et le développement et raffinement des données y relatives pour combler les lacunes actuelles des connaissances scientifiques et de la technologie, et en vue de poursuivre l'élaboration de la carte mondiale de la désertification sur la base des recommandations pertinentes de la Conférence;

15. *Prie également* le Secrétaire général d'inviter les organisations intergouvernementales et non gouvernementales s'occupant des problèmes de désertification et de leurs effets sur le développement à participer à la mise en œuvre du Plan d'action en vue de coordonner leurs activités dans le cadre d'un programme de portée mondiale et de programmes régionaux;

16. *Prie en outre* le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, de la suite donnée aux résolutions adoptées par la Conférence¹¹³, en particulier aux résolutions 2, concernant l'assistance financière et technique aux pays les moins avancés, et 4, concernant l'effet des armes de destruction massive sur les écosystèmes, en date du 9 septembre 1977.

107^e séance plénière
19 décembre 1977

32/173. Ressources de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3327 (XXIX) du 16 décembre 1974, relative à la création de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains,

Estimant que le volume actuel des ressources dont dispose la Fondation est manifestement insuffisant,

Reconnaissant que la communauté internationale devrait, tant au niveau mondial qu'au niveau régional, donner encouragement et appui aux gouvernements résolus à prendre des mesures efficaces pour améliorer les conditions de vie, surtout des plus défavorisés, dans les établissements urbains et ruraux,

Considérant que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, par sa décision 92 (V) du 25 mai 1977¹¹⁴, a invité l'Assemblée générale à fixer un objectif pour le montant total des contributions volontaires des gouvernements à la Fondation,

1. *Fait appel* à tous les gouvernements pour qu'ils contribuent généreusement à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains dès que possible afin d'accélérer les programmes d'action dans le domaine des établissements humains;

2. *Prend note* de la proposition du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement tendant à fixer un objectif minimal de 50 millions de dollars en ce qui concerne le total des contributions volontaires des gouvernements pour la période 1978-1981¹¹⁵;

3. *Prie* le Secrétaire général, si des contributions suffisantes pour répondre à l'objectif minimal indiqué au paragraphe 2 ci-dessus n'étaient pas annoncées, de convoquer pendant la trente-troisième session de l'Assemblée générale une conférence pour les annonces de contributions volontaires des gouvernements à la Fondation.

107^e séance plénière
19 décembre 1977

32/174. Résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa 107^e séance plénière

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Pro-

¹¹³ *Ibid.*, chap. II.

¹¹⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément n° 25 (A/32/25)*, annexe I.

¹¹⁵ Voir UNEP/GC/93.

gramme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale, ainsi que sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant les résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa quatrième session¹¹⁶,

Rappelant les résultats des différentes conférences des Nations Unies consacrées ces dernières années à de grandes questions de développement économique et social axées sur l'instauration du nouvel ordre économique international,

Rappelant en outre sa résolution 31/178 du 21 décembre 1976,

Prenant note de la résolution 2125 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 4 août 1977,

Prenant acte du rapport de la Conférence sur la coopération économique internationale¹¹⁷,

Prenant note du rapport du Comité de l'examen et de l'évaluation sur sa quatrième session¹¹⁸ et de la proposition préliminaire des pays en développement qui figure dans l'annexe audit rapport,

Rappelant le rôle du Conseil économique et social ainsi que d'autres organes, organisations, organismes et conférences des Nations Unies, dans l'instauration du nouvel ordre économique international,

Soulignant la nécessité de surveiller et contrôler l'application des décisions et accords résultant des négociations menées dans leurs domaines respectifs, en diverses instances compétentes des Nations Unies, de définir les orientations à donner à l'action et de donner l'impulsion nécessaire à de nouvelles négociations en vue de résoudre les problèmes en suspens,

Profondément préoccupée par la détérioration de la situation économique des pays en développement et par certaines tendances régressives qui apparaissent sur la scène économique internationale,

Profondément préoccupée également du fait que certaines parties du monde en développement sont toujours soumises au colonialisme, au néo-colonialisme, à la discrimination raciale, à l'apartheid, ainsi qu'à l'agression, à l'occupation et à la domination étrangères, obstacles majeurs à l'émancipation et au progrès économique des pays et des peuples en développement,

Reconnaissant les préoccupations dues au fait que les négociations menées jusqu'ici sur l'instauration du nouvel ordre économique international n'ont donné que des résultats limités, alors que l'écart s'accroît entre pays développés et pays en développement, et

soulignant que de nouveaux efforts résolus doivent être faits, en particulier par les pays développés, pour réduire le déséquilibre actuel,

1. *Affirme* que toute négociation d'une nature globale concernant l'instauration du nouvel ordre économique international devrait se dérouler dans le cadre des organismes des Nations Unies;

2. *Décide* de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui se tiendra à un niveau élevé en 1980, afin d'évaluer les progrès réalisés dans les diverses instances des Nations Unies sur la voie de l'instauration du nouvel ordre économique international et de prendre, en fonction des résultats de cette évaluation, des mesures appropriées pour promouvoir le développement des pays en développement et la coopération économique internationale, notamment d'adopter la nouvelle stratégie internationale du développement pour la décennie commençant en 1980;

3. *Décide* de créer un comité plénier¹¹⁹ qui se réunira entre les sessions, selon les besoins, jusqu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1980;

4. *Décide en outre* que le Comité¹²⁰ devra, en tant que point de convergence, aider l'Assemblée générale à :

a) Surveiller et contrôler l'application des décisions et accords résultant des négociations relatives à l'instauration du nouvel ordre économique international menées au sein des organismes compétents des Nations Unies;

b) Donner l'impulsion nécessaire pour résoudre les difficultés de négociation et encourager la poursuite des travaux de ces organismes;

c) Servir, le cas échéant, de forum en vue de faciliter et d'accélérer le règlement des questions en suspens;

d) Etudier les priorités et problèmes économiques mondiaux et procéder à des échanges de vues à ce sujet;

5. *Prie* le Comité de présenter des rapports sur ses activités et des recommandations à l'Assemblée générale lors de ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, ainsi qu'à la session extraordinaire qu'elle tiendra en 1980;

6. *Recommande* que les membres du Comité soient des personnalités de rang élevé;

7. *Décide* que le Comité pourra prendre les dispositions de travail voulues pour s'acquitter de sa tâche;

8. *Décide également* que l'élection des membres du bureau du Comité doit avoir lieu chaque année;

9. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le Comité reçoive la documentation nécessaire pour lui permettre de s'acquitter des tâches énumérées au paragraphe 4 ci-dessus et autorise le Comité à prier le Secrétaire général de lui fournir à cet égard des rapports spécifiques en coopération avec les organes, organisations et autres organismes et conférences compétents des Nations Unies;

¹¹⁶ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.II.D.10), première partie, sect. A.

¹¹⁷ Voir A/31/478 et Corr.1, annexe, et A/31/478/Add.1 et Add.1/Corr.1.

¹¹⁸ *Documents officiels du Conseil économique et social, soixante-troisième session, Supplément n° 6 (E/5994)*.

¹¹⁹ Il est entendu que le comité plénier sera ouvert à tous les Etats, suivant l'interprétation donnée à cette expression dans la pratique établie de l'Assemblée générale.

¹²⁰ Dénommé ultérieurement "Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale".

10. *Prie* dans ce contexte le Conseil économique et social de contribuer efficacement, en s'acquittant des fonctions que lui attribue la Charte des Nations Unies, aux travaux du Comité en tenant compte des rapports existant entre les fonctions de surveillance et de contrôle du Comité et le rôle du Conseil dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie internationale du développement;

11. *Affirme* que, lors des négociations entreprises sur les diverses questions dans les organismes compétents des Nations Unies, la communauté internationale devrait, consciente de l'urgence de la tâche, faire des efforts renouvelés et résolus pour aboutir à des résultats positifs et concrets dans des délais convenus et précis.

107^e séance plénière
19 décembre 1977

32/175. Effets du phénomène de l'inflation mondiale sur le processus de développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant également sa résolution 3515 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à la Conférence sur la coopération économique internationale,

Ayant présent à l'esprit le fait que les Etats participant à la Conférence sur la coopération économique internationale ont reconnu que l'inflation perturbe le fonctionnement de l'économie internationale et de l'ordre monétaire et nuit au progrès économique à la fois des pays développés et des pays en développement¹²¹,

Tenant compte du fait que les effets négatifs du phénomène actuel de l'inflation se font maintenant sentir dans le monde entier et qu'il faut, pour maîtriser l'inflation, que l'ensemble de la communauté internationale prête attention à cette question en priorité,

Considérant que la propagation rapide de l'inflation montre que les mesures prises isolément par les Etats ne sont pas suffisantes pour venir à bout de cette dernière,

Ayant présent à l'esprit le fait que les moyens à la portée des pays en développement ne suffisent pas à eux seuls à contrôler une inflation qui gagne d'un pays à l'autre,

Tenant compte du rapport présenté au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement par le groupe d'experts chargé d'étudier les phénomènes inflationnistes de

l'économie internationale et leur influence sur les pays en développement¹²²,

1. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de constituer, sur la base d'une représentation géographique équitable, un groupe d'experts gouvernementaux de niveau élevé chargé :

a) De procéder à une étude approfondie et exhaustive du phénomène actuel de l'inflation, dont l'économie de tous les pays, notamment des pays en développement, continue à ressentir les effets négatifs :

b) De formuler des recommandations quant aux mesures qui pourraient être prises pour lutter contre le cours de l'inflation internationale et pour définir des politiques visant à réduire les incidences économiques et sociales de l'inflation;

2. *Prie en outre* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de transmettre à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, l'étude établie par le groupe d'experts gouvernementaux créé en vertu du paragraphe 1 ci-dessus, accompagnée des commentaires du Conseil du commerce et du développement, afin que l'Assemblée décide des mesures à prendre, y compris la possibilité de tenir une conférence mondiale sur l'inflation;

3. *Recommande*, en même temps, à la communauté internationale d'accorder une attention particulière au problème de l'inflation mondiale dans le cadre des négociations en vue de l'instauration du nouvel ordre économique international et lors de l'élaboration d'une nouvelle stratégie internationale du développement.

107^e séance plénière
19 décembre 1977

32/176. Aide multilatérale au développement aux fins de l'exploration des ressources naturelles

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions de sa résolution 3201 (S-VI) du 1^{er} mai 1974 qui ont trait à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles,

Réaffirmant que, pour pouvoir mobiliser leurs ressources aux fins du développement, il est indispensable que les pays en développement prospectent, explorent, développent et conservent efficacement leurs ressources naturelles,

Ayant à l'esprit en particulier l'impact global des ressources naturelles sur le développement des pays en développement et leur corrélation avec l'apport de capitaux et le transfert des techniques,

Soulignant la corrélation qui existe entre l'amélioration de la structure des marchés des matières premières, compte tenu des intérêts des pays en développement, et un apport approprié d'investissements dans le secteur des matières premières,

¹²¹ Voir A/31/478/Add.1 et Add.1/Corr.1, p. 137.

¹²² Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quinzième session (première partie), Annexes, point 4 de l'ordre du jour, document TD/B/579.